

L'AWID EN 2015

Construire notre impact collectif



awid
les droits
des femmes

En 2015, l'AWID s'est développée et diversifiée. Nous avons redoublé d'efforts pour préparer le 13e Forum de l'AWID ; nous avons consacré une grande partie de notre énergie au Programme de développement pour l'après-2015 et aux processus des Nations Unies relatifs au financement du développement. Nous avons poursuivi le travail de fond que nous menons dans nos domaines de prédilection (S'opposer aux fondamentalismes, Défenseuses des droits humains, Justice économique, Ressources pour les droits des femmes et Activisme des jeunes féministes), des thèmes qui restent pertinents et d'actualité dans le contexte particulièrement difficile que nous connaissons.



Nous constatons toujours la dégradation rapide de la démocratie et des institutions démocratiques, ainsi que le rétrécissement concomitant des espaces ouverts à la dissidence.

Les attaques contre les activistes ainsi qu'envers les organisations et mouvements de la société civile s'intensifient alors que s'allonge la liste des pays qui voient le rétrécissement des espaces consacrés à la justice sociale, économique et environnementale.



Les grandes entreprises jouent un rôle prépondérant dans l'élaboration des priorités du développement.

Cette tendance préoccupante amplifie les inégalités en permettant à 1 pour cent des personnes les plus riches de déterminer les priorités mondiales. À l'échelle régionale comme à l'échelle internationale, le fait qu'il n'existe aucun système transparent et responsable susceptible de contraindre les grandes entreprises à rendre des comptes est un problème encore plus préoccupant.



Des crises systémiques multiples et simultanées (énergétique, alimentaire, financière et climatique) aggravent les inégalités et créent des difficultés majeures

De manière générale, on reconnaît maintenant que les politiques de privatisation et de libéralisation, symboles du modèle néolibéral qui sous-tend l'économie mondiale, le système financier et les politiques d'aide au développement depuis trente ans, ont aggravé les inégalités et détruit notre environnement.



La violence qui s'exerce contre les défenseuses des droits humains reste un problème à traiter d'urgence.

Les défenseuses des droits humains qui œuvrent dans le domaine environnemental ou qui luttent contre les conséquences des projets de l'industrie extractive sont plus particulièrement la cible des grandes entreprises et des États. La collusion entre les acteurs du secteur privé, les États et d'autres parties prenantes visant à protéger les intérêts des entreprises au détriment des droits humains est désormais un phénomène plus visible que jamais. À cela viennent s'ajouter les violences de plus en plus nombreuses perpétrées contre les activistes par d'autres acteurs non étatiques comme les fondamentalistes religieux.



Les fondamentalismes religieux sont omniprésents et gagnent en puissance.

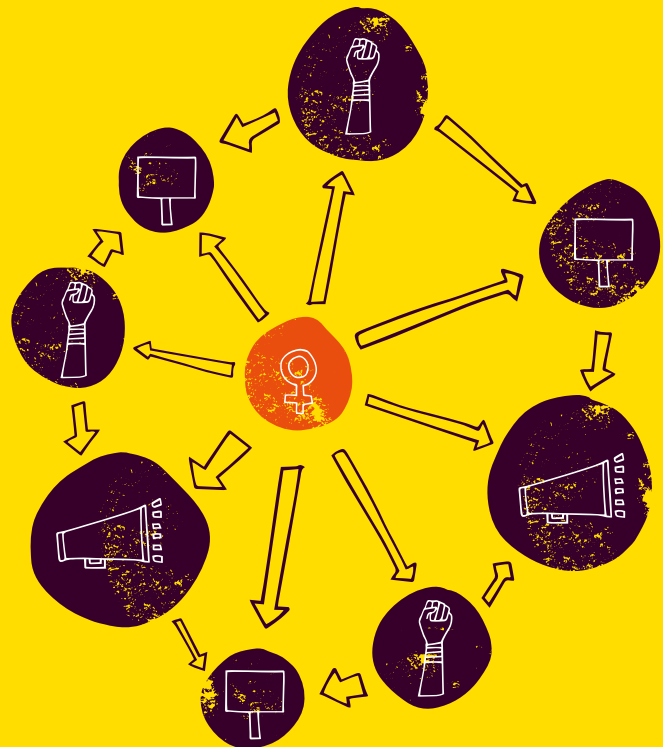
Les interprétations extrêmes de la religion et le renforcement des normes culturelles et sociales de nature rétrograde et patriarcale, notamment celles que prône l'EIL, conduisent à une intensification marquée de la violence. Les acteurs fondamentalistes tendent également à consolider le pouvoir qu'ils détiennent ou à acquérir plus de pouvoir formel au sein des institutions étatiques, souvent par les processus électoraux.



De nouvelles formes de violences en ligne fondées sur le genre ont fait leur apparition.

Si Internet continue à améliorer l'accès aux informations et à multiplier les possibilités d'entrer en contact et de construire des mouvements au-delà des frontières, il a également donné naissance à une toute nouvelle forme de violence psychologique virtuelle contre les femmes, parfois suivie d'actes de violence physique. Le cyberharcèlement, le piratage, les trolls, la propagande haineuse, le chantage, les campagnes de dénigrement visant ceux et celles qui s'expriment ouvertement en ligne à propos des féminismes ou encore contre l'oppression, le fascisme ou d'autres formes de harcèlement contre les femmes sont devenus une pandémie d'envergure mondiale.

En réaction, nous avons choisi de sortir de nos cloisonnements. De plus en plus, et dans le monde entier, les mouvements de défense des droits des femmes s'allient avec d'autres mouvements pour exprimer la nature systémique et intersectionnelle des problèmes précédemment évoqués et d'autres problématiques. Nous avons renforcé nos liens avec les priorités des autres mouvements sociaux et environnementaux pour construire de nouvelles solidarités, alliances et réponses collectives. Nous constatons aussi que les mouvements qui luttent pour la justice sur le terrain sont de plus en plus visibles, notamment #BlackLivesMatter, les mouvements d'étudiant-e-s, les mouvements de mobilisation contre les violences fondées sur le genre et les violences faites aux femmes, les luttes dalits ou encore les actions relatives aux droits des populations autochtones et à la justice climatique.



NOTRE IMPACT

En quoi avons-nous renforcé et construit les mouvements en 2015 ?



L'AWID est une organisation qui œuvre au renforcement des mouvements à l'aide de stratégies multiples qui contribuent à la transformation du pouvoir et aux progrès des priorités relatives aux droits et à la justice.

Pour élaborer des stratégies et des actions de plaidoyer, nous devons connaître les faits

75

En 2015, nous avons publié 75 *analyses* visant à stimuler la réflexion et à mettre en lumière des questions et mouvements divers propres à différents contextes.

WHO CAN FUND ME?

Funding for women's rights organizing

#FundHer

awid

Pour combler les lacunes en matière d'informations sur les sources de financement et faciliter la recherche de bailleurs de fonds susceptibles d'apporter leur soutien au travail et à l'activisme en faveur des droits des femmes, nous avons élaboré l'outil [Who Can Fund Me ?](#), un répertoire consultable en ligne comportant plus de 260 bailleurs de fonds.



En collaboration avec le Groupe de travail sur les réponses d'urgence (URWG) de la Coalition internationale des femmes défenseuses des droits humains (WHRD-IC), nous avons mené une recherche pionnière sur les conséquences des activités des industries extractives sur les défenseuses des droits humains en Amérique latine, en Asie et en Afrique.



Nous avons publié les notes politiques intitulées [Religion, Culture and Tradition: No Excuse For Violence \(en anglais\)](#) et « [Protection de la famille](#) » : une réponse fondée sur les droits humains, des documents qui ont été diffusés dans le monde entier auprès de centaines d'activistes des droits des femmes et des droits humains, d'agences de développement et de fonctionnaires des Nations Unies. Ces documents sont utilisés par les activistes des droits des femmes pour contrer les visées fondamentalistes à l'échelle internationale.

VIOLENCE AGAINST WOMEN HUMAN RIGHTS DEFENDERS IN MESOAMERICA 2012-2014 REPORT



Nous avons collaboré avec l'Initiative mésoaméricaine des défenseuses des droits humains (IM-D) pour publier le [Rapport 2012-2014 d'IM-Defensoras sur la violence contre les défenseuses des droits humains en Mésoamérique](#). Nous avons présenté les conclusions de cette recherche à Madrid, Barcelone et Bruxelles, notamment à des représentant-e-s de l'Union européenne, afin de rehausser la sensibilisation aux graves problèmes que rencontrent les défenseuses des droits humains au Honduras et au Guatemala.

Pour échanger les connaissances et agir solidairement, nous avons besoin d'une solide communauté en ligne



Follow

Stop au harcèlement judic contre [#AzzaSoliman](#) dont l'audition en [#Egypte](#) est prévue aujourd'hui [#SheDefends](#) [#Drop173](#)



RETWEETS 4 LIKE 1



1:11 AM - 14 Dec 2016

Vincent Ploton, Front Line Defenders, ISHR and 4 others



Grâce à notre site Internet et à nos bulletins d'information, nous avons diffusé 94 [actions urgentes](#) relatives à des affaires se déroulant dans plus de 30 pays. En collaboration avec la WHRD-IC et le Centre d'assistance juridique pour les femmes égyptiennes (CEWLA), nous avons utilisé différents médias ainsi que Twitter pour mener une campagne de sensibilisation aux accusations de nature pénale portées contre l'égyptienne Azza Soliman. Des articles sur le sujet ont été publiés par l'Egypt Daily News et le Guardian. Suivant cette campagne conjointe et d'autres actions collectives menées par des partenaires et allié-e-s, Azza Soliman a été innocentée de toutes les accusations pesant contre elle !

« La solidarité que vous m'avez témoignée m'a permis de tenir le coup, émotionnellement et physiquement, et je n'aurais jamais pu réussir sans votre soutien. »

— Azza Soliman

YOUNG FEMINIST WIRE

Par l'entremise du site Web et de la page Facebook de la [Plateforme des jeunes féministes](#), nous avons soutenu et développé une communauté en ligne dynamique, composée de jeunes féministes du monde entier. Les membres de ce réseau ont par exemple été particulièrement sensibles à la diffusion d'informations sur l'incarcération de Yara Sallam et à la campagne menée en faveur de sa [libération](#). Une jeune défenseuse des droits humains tunisienne a notamment déclaré : « *Je veux juste dire solidarité, solidarité, solidarité avec Yara et les autres défenseur-euse-s des droits humains emprisonné-e-s. Elle nous rappelle encore une fois que, comme on dit, "la liberté a un prix" ».*

Tchiywe T Chihana
@AfriWoman

Follow

[#TaxJustice](#) is a feminist issue. Women's human rights issue: revenue, resourcing rights, redistribution of wealth and power.

5:14 PM - 16 Jun 2015



« La [#justicefiscale](#) est une question féministe. Questions touchant aux droits des femmes : revenu, accès aux ressources, redistribution des richesses et du pouvoir »

— @AfriWoman

Nous avons organisé des webinaires sur les « objectifs de développement durable, les droits des femmes et les médias » (76 participant-e-s originaires de 26 pays), sur la justice économique et les droits des femmes (plus de 100 participant-e-s) ainsi que sur le pouvoir des entreprises et la justice de genre (plus de 80 participant-e-s). Nous avons ainsi franchi les frontières pour renforcer les connaissances et mobiliser des centaines de participant-e-s du monde entier.

Pour construire notre pouvoir collectif, nous devons collaborer



Nous avons collaboré avec FRIDA pour élaborer une cartographie mondiale des mouvements de jeunes féministes, de leurs priorités, de leurs besoins et des modalités selon lesquelles elles-ils mobilisent et utilisent leurs ressources. Nous avons publié une étude d'envergure mondiale intitulée [Comment s'organisent les jeunes féministes ?](#), dont la version finale repose sur 694 réponses envoyées par des participant-e-s de 118 pays différents, auxquelles sont venues s'ajouter les données recueillies sur la base des 1 360 candidatures déposées entre 2012 et 2014 pour obtenir des subventions de FRIDA.

« Nous méritons que vous mettiez de côté vos différences idéologiques, politiques et religieuses afin de reconnaître pleinement et d'affirmer les droits fondamentaux des femmes et des filles et la justice de genre. Rien de moins. »

— Lydia Alpizar

Durant la 59e session de la Commission de la condition de la femme (CSW59), commémorant le 20e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, la directrice exécutive de l'AWID a été invitée à s'exprimer au nom des organisations de la société civile pendant la session inaugurale. Elle y a prononcé un discours élaboré à l'issue d'un vaste processus de consultation auprès des femmes du monde entier, mené par la voie d'une conversation en ligne de cinq jours intitulée « Exprimez-vous » (voir le [rassemblement des contributions](#) (en anglais) ainsi que l'enregistrement de la [retransmission en direct](#) et le [texte du discours](#)). (« Merci d'avoir inclus la voix des femmes autochtones parmi celles de toutes les femmes », Rosalee Gonzalez, Forum international autochtone) « Vous nous rendez si ères que, par votre voix, nous pouvons être entendues dans le monde entier » Musimbi Kanyoro, Fonds mondial pour les femmes.). Ce discours a été diffusé dans le monde entier par des féministes et des organisations de droits des femmes. Il a été publié sur des sites comme OpenDemocracy et cité dans l'International New York Times, notamment dans sa section « citation du jour »



La quatrième Réunion stratégique internationale sur les fondamentalismes religieux, à l'origine prévue à Istanbul en décembre 2015, s'est finalement déroulée à Mexico en février 2016 pour des raisons de sécurité. Cinquante-cinq activistes spécialistes des questions relatives aux

fondamentalismes religieux, aux droits des femmes et à l'égalité de genre sont venu-e-s de 31 pays différents pour prendre part à cet événement. Ce processus revêt un caractère de plus en plus collectif : cette année, la réunion a été co-organisée par l'AWID, ARROW, Musawah, CDD-Mexico, the Due Diligence Project, la Coalition des lesbiennes africaines et ICAN (International Civil Action Network). Les idées et initiatives stratégiques nées de cette réunion viendront nourrir notre réflexion et l'élaboration de nos stratégies futures, lesquelles incluent désormais un spectre plus vaste d'acteurs et d'actrices issu-e-s de régions et de mouvements divers.



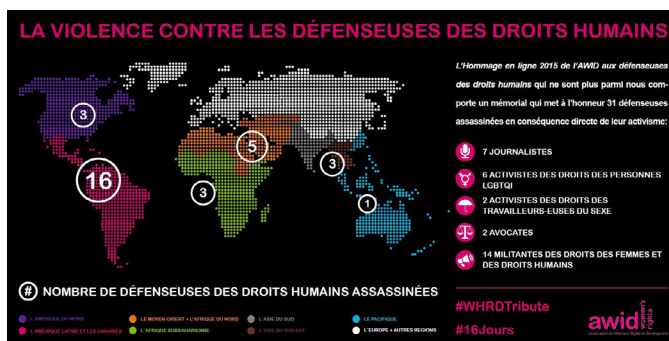
Sous l'égide d'un Comité international de planification diversifié, nous avons mené à bien un processus de consultation de nos bases de représentation clés pour élaborer le programme du [13e Forum international de l'AWID sur les droits des femmes et le développement](#) : « Horizons féministes : Construire un pouvoir collectif pour les droits et la justice ». En réponse à notre [appel à participation](#), nous avons reçu 1 007 propositions de sessions émanant d'organisations de droits des femmes ou de droits humains, de bailleurs de fonds ou de membres d'autres mouvements sociaux. Les éléments logistiques les plus importants ont également été préparés pendant l'année 2015.

Pour influencer les processus internationaux, nous devons améliorer notre accès et amplifier nos voix



Dans un environnement caractérisé par des inégalités économiques considérables à l'échelle mondiale, le [Programme de développement pour l'après-2015](#) et les processus relatifs au financement du développement étaient des éléments cruciaux dans le cadre desquels il fallait que les mouvements pour les droits des femmes s'engagent en 2015. L'AWID a contribué à ce que les droits des femmes conservent leur place dans les priorités retenues par ces processus. L'AWID, DAWN et le Feminist Task Force ont réactivé le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement (WWG sur le FdD) et ont assumé la coordination de cette alliance composée d'organisations et de réseaux de femmes ainsi que de militant-e-s œuvrant à l'intégration de l'égalité de genre, de l'autonomisation des femmes et des droits humains dans les processus des Nations Unies relatifs au financement du développement.

Grâce à un processus de plaidoyer mené en collaboration avec le [Groupe majeur des femmes](#) et la [Coalition des femmes pour l'après-2015](#), le nouveau [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#) reconnaît que « l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes apportera une contribution capitale à la réalisation de l'ensemble des objectifs et des cibles » (paragraphe 20) ET comprend un objectif autonome consacré exclusivement à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes, doté de cibles spécifiques (Objectif 5). Cette victoire durement gagnée représente une véritable avancée, par comparaison avec les précédents Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).



Grâce à une collaboration fructueuse de plusieurs mois avec la WHRD-IC et IM-D, nous avons fait en sorte que Michael Forst, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme (humains), convienne que les défenseuses des droits humains sont « parmi les plus exposées et les plus en danger » et appelle les États à « Développer des programmes nationaux pour mettre en œuvre la résolution 68/181 de l'Assemblée générale sur la protection des défenseuses des droits de l'homme/défenseurs des droits des femmes avec le soutien des équipes de pays des Nations Unies ». La reconnaissance du travail des défenseuses des droits humains et des risques spécifiques auxquels elles sont confrontées est un résultat important dans la mesure où, au début du processus, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme n'était pas sensibilisé au travail sur les droits des femmes ou à celui des défenseuses des droits humains !



« C'est un véritable plaisir que d'entrer en contact avec un grand réseau composé d'activistes dynamiques et d'universitaires réputé-e-s »

— Sunita Gurung, membre individuelle, Népal

Pour repositionner le pouvoir, nous devons rendre visible et souligner l'importance du rôle que jouent d'ores et déjà les mouvements féministes et les mouvements de défense des droits des femmes



Global development Women's rights and gender equality

Funding for women's rights groups in poor countries falls by more than half

As the Association for Women's Rights in Development forum convenes in Brazil, unpublished research shows declining support for women's groups since 2011



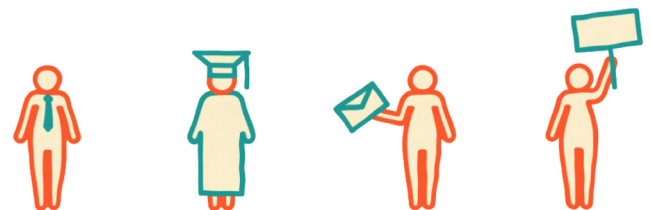
Women in Bukavu, in the Democratic Republic of the Congo's South Kivu province, participate in the World March of Women in October 2010. Photograph: Gwenn Dubourthoumieu/AFP/Getty Images

Le partenariat fructueux qui unit l'AWID, Mama Cash et le Guardian en ligne, soit la plateforme [women's rights and gender equality in focus](#) (en anglais) nous a permis d'exercer une plus grande influence sur les contenus publiés, notamment en permettant aux groupes de défense des droits des femmes sur le terrain d'accéder plus aisément au Guardian. Par exemple, on a pu le constater quand le Guardian a fait connaître la perspective des travailleur-euse-s du sexe sur le soutien apporté par Amnesty International à la décriminalisation du travail du sexe. L'article écrit par Kay Thi Win, membre du conseil d'administration de l'AWID, et intitulé « [En tant que travailleur-se-s du sexe, nous saluons la politique d'Amnesty – elle contribuera à notre autonomisation](#) » (article original en anglais [ici](#)) a été particulièrement apprécié, comme en atteste ce commentaire publié en ligne : « Enfin un article bien pensé et écrit par quelqu'un qui connaît réellement son sujet plutôt que par la brigade des personnes qui "savent ce qui est le mieux pour vous" ». Sans ce partenariat, nous n'aurions pu diffuser cet article qui a pourtant permis aux travailleur-euse-s du sexe de toucher un public beaucoup plus vaste. Le directeur d'Amnesty International États-Unis a confirmé le fait que cette mise à disposition des perspectives des travailleur-euse-s du sexe a eu des incidences considérables sur la décision du conseil d'administration d'Amnesty International de soutenir la décriminalisation.

Globalement, le nombre de visites uniques de la section égalité de genre du site du Guardian a pratiquement triplé en deux ans, pour atteindre plus de six millions de pages vues. Pendant l'année 2015, la section in focus a accueilli 3 888 117 visites, elle a été partagée 625 391 fois et a reçu 7 210 commentaires. Quelque 232 articles relatifs aux droits des femmes et à l'égalité de genre ont été publiés, dont 44 % traitaient de questions relatives aux pays du Sud. Par surcroît, 30 % de ceux-ci ont été proposés, fournis ou recommandés par Mama Cash/l'AWID ou faisaient référence à des recherches menées par l'AWID. Le site a également évolué dans son traitement des questions relatives aux défenseuses des droits humains. Les articles qui leur sont consacrés sont de plus en plus nombreux et qui plus est, les contenus ont été élaborés de façon à faire entendre les voix des activistes qui travaillent directement avec les défenseuses des droits humains.

30 %

Quelque 30 % des articles publiés sur la plateforme ont été proposés, fournis ou recommandés par Mama Cash/l'AWID en 2015, contre 16 % en 2014.



Du fait de l'attrait des entreprises pour le financement des droits des femmes, nous avons créé une animation vidéo baptisée Changing Systems, Changing Lives (en anglais), un outil qui met en lumière le rôle crucial que jouent les organisations de droits de femmes dans la transformation à long terme de la vie des femmes et des filles. La diffusion de cette vidéo a été accueillie par une ovation debout lors de la Conférence célébrant le 30e anniversaire du Women's Funding Network, un événement qui a rassemblé 250 personnes issues de différents secteurs du financement ! Dans la même logique, nous avons élaboré un court récit en anglais intitulé « [Becoming a Game Changer: An Integrated Approach to Women and Girls](#) » (Changer les règles du jeu : une approche intégrée à l'égard des femmes et des filles).

NOS MEMBRES



Les membres de l'AWID sont des activistes, des journalistes, des juristes, des jeunes femmes, des enseignant-e-s, des poètes, des entrepreneur-euse-s du domaine social, des éducateur-trice-s et bien d'autres qui travaillent sur des questions diverses, notamment les droits des travailleur-euse-s du sexe, les femmes des zones rurales et les droits des communautés, les femmes vivant avec le VIH/SIDA, le leadership des femmes dans les situations de conflit ou post-conflit, les droits des personnes LGBT*QI, le renforcement des mouvements de défense des droits des femmes et les droits des jeunes femmes.

57

Nous avons *publié les profils* de 57 membres individuel-le-s et institutionnels originaires de 35 pays et de 8 régions du monde.

« Nous sommes enchantés d'avoir de vos nouvelles. Votre idée de présenter les membres de votre réseau nous semble effectivement excellente. Nous avons trouvé que l'AWID est un réseau très inspirant et nous nous sommes impliqués dans nombre de ses initiatives. »

— **Stephen Rwagweri, ONG Engabu Za Tooro, membre institutionnel de l'AWID, Ouganda**

Réponses à des profils individuels publiés sur le site Web de l'AWID.

Au 31 décembre 2015, nous avons :

4 717

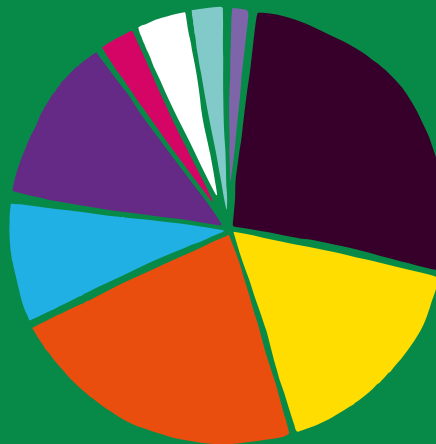
Membres

4 289

membres individuel-le-s

428

membres institutionnels



- Afrique subsaharienne
- Asie du Sud et du Sud-Est
- Amérique du Nord
- Amérique latine et des Caraïbes
- Europe
- Europe centrale, orientale et du Sud/CEI
- Moyen-Orient et Afrique du Nord
- région Pacifique
- Asie de l'Est

ÉTATS FINANCIERS

Contributions 2015

USD

Donateurs

| | |
|---|-----------|
| Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) | 1 945 446 |
| Fondation Ford | 675 000 |
| Hivos | 409 015 |
| Fondation Tides | 375 337 |
| Ministère norvégien des Affaires étrangères | 305 477 |
| Anonyme | 220 000 |
| Ministère néerlandais des Affaires étrangères | 163 400 |
| Foundation for a Just Society | 150 000 |
| Fondation Oak | 125 000 |
| Mama Cash | 89 835 |
| Dons | 40 829 |
| Fonds mondial pour les femmes | 36 500 |
| Wallace Global Fund | 20 000 |
| Action Aid International | 14 739 |
| Fondation Levi Strauss | 10 000 |
| Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) | 11 069 |
| IBON International | 10 733 |
| Fondation Channel | 10 000 |
| El Fondo Centroamericano de Mujeres (Fonds centraméricain des femmes) | 7 790 |

Autres revenus

| | |
|--|--------|
| Contributions en services rendus (services juridiques bénévoles) | 76 199 |
| Adhésions, ventes et services offerts | 18 135 |
| Intérêts | 5 595 |

Contributions totales

4 720 099



Dépenses 2015

USD

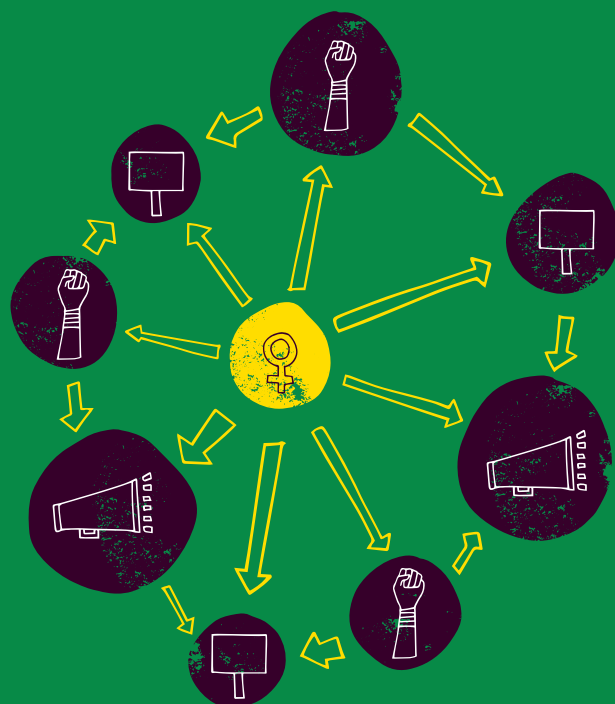
| | |
|--|------------------|
| Faire progresser les droits des femmes dans et par les medias (AWRM) | 311 666 |
| Ressources pour les droits des femmes (RWR) | 980 989 |
| Fondamentalismes religieux (CF) | 413 525 |
| Justice économique (EJ) | 495 660 |
| Forum international de l'AWID | 554 127 |
| Défenseuses des droits humains (WHRD) | 665 265 |
| Information sur les droits des femmes (WRI) | 330 028 |
| Programme d'activisme des jeunes féministes (YFA) | 264 673 |
| Administration et frais généraux | 271 982 |
| Activités de financement | 113 004 |
| Dépenses totales | 4 400 919 |
| Échanges de devises (pertes/gains) | 296 844 |
| Dépenses totales, pertes ou gains de change inclus | 4 697 763 |

« Un certain nombre de personnes sont entrées en contact avec nous depuis que notre profil a été publié... Nous sommes reconnaissantes d'avoir eu la possibilité d'accéder à la plupart des ressources en ligne de l'AWID, des ressources qui nous ont été bien utiles. »

— Latoya Nugent, WE-Change, membre institutionnel, Jamaïque

L'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID) est une organisation associative internationale et féministe qui consacre ses efforts à l'égalité de genre, au développement durable et aux droits humains des femmes. La mission de l'AWID est d'incarner, au sein de la communauté mondiale des féministes, des activistes, des organisations et des mouvements de droits des femmes, une force motrice susceptible de renforcer notre voix collective, d'influencer et de transformer les structures de pouvoir et de prise de décisions et de faire en sorte que les droits humains, la justice de genre et la durabilité environnementale progressent dans le monde entier.

www.awid.org



Auteure : Rochelle Jones

Conception graphique : Lulu Kitololo Studio

Production : Laila Malik

Remerciements

Merci à l'ensemble des membres de l'équipe de l'AWID qui ont contribué à cette publication.

L'AWID remercie les donateurs suivants pour leur généreux soutien en 2015 :

Action Aid International

Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)

Donateurs anonymes

Fondation Channel

Fondation Ford

Fondation Levi Strauss

Fondation Oak

Fondation Tides

Foundation for a Just Society

Fonds centraméricain des femmes

Fonds mondial pour les femmes

Hivos

IBON International

Mama Cash

Ministère néerlandais des Affaires étrangères

Ministère norvégien des Affaires étrangères

Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

Wallace Global Fund